



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22015
19 décembre 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTE EN DATE DU 19 DECEMBRE 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TUNISIE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du mémorandum de la République tunisienne en date du 24 août 1990 sur les répercussions de la crise du Golfe sur l'économie tunisienne.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Ahmed GHEZAL

ANNEXE

Mémoire sur les répercussions de la crise du Golfe sur
l'économie tunisienne

1. La République tunisienne se considère, de par les principes qui régissent sa politique extérieure, tenue par les résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'embargo économique décrété contre l'Iraq.

Dès l'annonce de cette décision, le Gouvernement a pris des mesures concrètes pour sa stricte application.

La Direction générale des douanes a émis, à cet effet, une instruction en date du 16 août 1990 suspendant toute opération d'importation et d'exportation de marchandises en provenance ou à destination de l'Iraq et du Koweït.

L'organisme gouvernemental d'assurance de commerce extérieur (la COTUNACE) a suspendu de son côté la couverture des transactions intéressant les pays concernés.

La Banque centrale de Tunisie, enfin, a donné des instructions aux intermédiaires agréés pour suspendre l'ouverture d'accréditif ainsi que tout règlement financier pour les opérations avec l'Iraq et le Koweït.

Parallèlement, l'Administration tunisienne a pris les dispositions requises pour préserver les intérêts de l'Etat du Koweït et de son gouvernement légitime. Des assurances ont été réitérées dans ce sens aux représentants des intérêts koweïtiens en Tunisie.

2. Compte tenu de ces décisions, la Tunisie se trouve, du fait des relations de coopération étroite qu'elle entretient avec l'Iraq et le Koweït, soumise à des répercussions négatives sur le plan commercial, financier et social.

3. Sur le plan commercial, la décision d'embargo se traduit par la suspension d'un courant d'échanges très prometteur.

Le volume des exportations sur l'Iraq a atteint près de 50 millions de dollars pour le premier semestre de 1990 et un ensemble de contrats pour une valeur de 100 millions de dollars ont été conclus permettant d'escompter un volume global d'exportation pour 1990 de l'ordre de 125 millions de dollars au minimum. D'ailleurs, les produits fabriqués et qui étaient, à la veille de la crise du Golfe, en instance d'expédition vers l'Iraq s'élèvent à quelque 30 millions de dollars et il est difficile, du fait des spécificités et normes qui caractérisent ces produits, de pouvoir les redéployer sur d'autres marchés.

De plus, et comme corollaire à l'action d'embargo, les créances des entreprises tunisiennes sur l'Iraq se trouvent compromises. Les facilités commerciales accordées à ce pays s'élèvent à quelque 66 millions de dollars, dont 27,3 millions de dollars sont déjà échus et 6,5 millions de dollars seront échus avant la fin de l'année en cours. Cette situation est déjà ressentie tant au niveau des entreprises qu'au niveau de la balance des paiements.

4. Sur le plan financier, la Tunisie entretient des relations de coopération intense avec le Koweït et les institutions arabes ayant pour siège le Koweït, en l'occurrence le FADES et la CIAGI.

Avec le Koweït, la situation actuelle se traduit par une suspension des flux d'investissements directs koweïtiens en Tunisie qui s'établissent à quelque 20 à 25 millions de dollars par an et par une interruption du programme de prêts accordés par le Fonds koweïtien de développement.

Les ressources extérieures disponibles auprès de ce fonds à la veille de la crise s'élèvent à 190 millions de dollars; l'utilisation était attendue pour la période 1990-1993 au profit de près d'une dizaine de projets d'infrastructure. Sur ces ressources, 30 millions de dollars devaient être décaissés durant les cinq derniers mois de 1990.

Avec les institutions arabes ayant pour siège le Koweït, les derniers événements se sont traduits par :

a) Une interruption de la coopération avec le Fonds arabe de développement économique et social. Les ressources extérieures, qui étaient disponibles et qui se trouvent actuellement bloquées, s'établissent à quelque 230 millions de dollars, dont 45 millions de dollars devaient être décaissés avant la fin de l'année 1990;

b) Une suspension de l'activité de la Compagnie interarabe de garantie des investissements et par voie de conséquence des couvertures que cet organisme a accordées aux entreprises tunisiennes et qui s'établissent à près de 30 millions de dollars sous forme de garantie à l'exportation en particulier sur l'Iraq (deux tiers des garanties accordées).

5. Sur le plan social enfin, la colonie tunisienne, bien que modeste, porte sur près de 5 000 cadres et employés s'insérant pour l'essentiel dans le cadre des programmes de coopération technique. La crise du Golfe a eu pour effet un retour massif de cette colonie dans des conditions difficiles et pénibles dans la mesure où, au-delà de la perte de leurs emplois, ils n'ont pas pu récupérer leurs biens et transférer leurs économies et se trouvent actuellement en difficulté pour se réinsérer dans le circuit économique.

Les transferts au titre des économies sur les salaires des Tunisiens travaillant au Koweït et à l'Iraq sont estimés, à cet égard, à quelque 40 millions de dollars, soit une moyenne de 10 000 dollars par personne.

6. Ainsi, de ce qui précède, il ressort que les répercussions sont graves, en particulier sur la balance des paiements avec une moins-value des ressources en devises de quelque 209 millions de dollars pour l'année 1990, représentant 1,7 % du PIB et pour près de 345 millions de dollars pour 1991 et 2,5 % du PIB.

(En millions de dollars)

	<u>Effet</u> <u>année 1990</u>	<u>Effet</u> <u>année 1991</u>
Exportation de biens	75	130
Défaut de recouvrement	34	30
Rapatriement des travailleurs tunisiens	15	40
Investissements directs	10	20
Financement officiel des projets en cours d'exécution	75	125
	<u>209</u>	<u>345</u>

Certes, l'évolution des prix du pétrole procure des ressources supplémentaires au pays. Mais leur effet est très faible, s'établissant à 4 millions de dollars pour toute augmentation de 1 dollar par baril en année pleine et ce du fait du niveau réduit de l'excédent pétrolier (à peine 800 000 tonnes par an) et de plus ces ressources supplémentaires seront plus que résorbées par les retombées indirectes attendues de la crise, du fait en particulier du renchérissement prévisible des prix à l'importation et du fléchissement de la demande extérieure.

7. Cette situation, qui intervient à un moment où la Tunisie se trouve engagée dans un vaste programme de réforme et de restructuration avec l'appui et le soutien des instances internationales, serait difficile à assumer.

Aussi, et en application de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement a-t-il demandé l'ouverture de consultations avec le Conseil de sécurité pour trouver les solutions adéquates aux problèmes posés par la crise du Golfe et l'embargo décrété contre l'Iraq de manière à sauvegarder les intérêts économiques et sociaux du pays.

La Tunisie souhaite que cette demande de consultation soit appuyée et soutenue par les pays amis avec lesquels elle entretient des relations de coopération privilégiée et partage les mêmes idéaux et principes afin d'atténuer les effets de ces répercussions et de permettre au pays de poursuivre sans à-coups son action de développement.
